

REPONSE CONSULTATION FRAIS DE PORT

1 - Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

L'idée d'instaurer un tarif minimum est une bonne initiative car elle permet de retrouver un équilibre entre librairies indépendantes et géants du secteur. Cependant 3€TTC ne permet à aucun libraire indépendant de rentrer dans ses frais et de conserver sa rentabilité. Un minimum à 5€ TTC permettrait à tous les acteurs d'être (presque) sur un même pied d'égalité.

2 - Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Nous sommes contre le principe du retour à la gratuité des frais de port.

3- Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

Si un seuil devait exister nous souhaitons que ce seuil soit fixé à 60€ TTC et nous pourrions passer les frais d'envoi à 2€50 TTC. Le prix d'une bande dessinée type roman graphique monte très vite à 25€, le dernier Houellebecq était à 26€. Il y a ici deux soucis, l'un économique, la rentabilité et la rémunération pour le libraire et l'autre éthique (bilan carbone) avec une multiplication d'envoi de colis. C'est pour quoi nous plaidons en ce sens.

4 - Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

- Livraisons outre-mer : l'Arcep propose que le tarif minimum s'applique de manière identique pour une livraison en métropole et outre-mer :

Nous sommes favorable à cette proposition.

- Cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits : dans les cas où un colis contiendrait des livres conjointement à d'autres produits, l'Arcep envisage de proposer que le montant de la prestation de livraison d'un colis soit au moins égal au tarif minimum déterminé en application du seul montant des livres transportés dans ce colis.

La mise en place du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable afin de toute équité dans la mise en place de cette mesure.

- Cas des commandes nécessitant plusieurs colis : l'Arcep propose que lorsqu'une commande implique plusieurs colis distincts, le tarif minimum s'applique à chaque colis en fonction de la valeur des livres qu'il transporte.

Nous ne sommes pas favorable à une facturation des frais de port au colis plutôt qu'à la commande. Dans le cas d'envoi multiple, si un livre n'est pas disponible en stock nous serions dans l'obligation de revenir vers notre client et le facturer des frais d'envoi en plus de ceux qu'il aura déjà réglé lors de sa commande initiale. La disponibilité en stock du livre est notre responsabilité et nous refusons d'en faire subir les conséquences à nos clients. Outre cet aspect commercial, il serait techniquement difficile de le mettre en place.

C'est pour cela que nous fonctionnons déjà à la facturation au premier colis et non sur les suivants dans notre établissement.

Il faut donc défendre l'application du tarif minimum de frais de port à la commande et non au colis.

- Programmes de fidélité : la prestation de livraison étant accessoire à la vente de livres, l'Arcep envisage de proposer que la prestation de livraison soit nécessairement payée par l'acheteur, pour un montant au moins égal au tarif minimum de livraison, de manière concomitante au paiement des livres. Ainsi, si la souscription à une offre d'abonnement multiservice, tel qu'Amazon Prime ou la Carte FNAC+, peut effectivement accorder un avantage tarifaire sur la livraison de livres, cet avantage ne peut faire en sorte que le tarif payé par l'acheteur pour l'envoi des livres soit inférieur au tarif minimum prévu en application de la loi n° 2021-1901.

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait : pour des raisons de simplicité, de compréhension et de facilité de mise en œuvre, l'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum applicable pour une livraison dans un point de retrait, hors commerce de vente au détail de livre, soit identique à celui d'une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur.

Nous sommes en accord avec cette proposition.

5 - Commentaires additionnels :

La librairie en France est le commerce le moins rentable de tous les commerces avec 1% de rentabilité. La loi Darcos agit en faveur des librairies pour rétablir un équilibre et une équité entre les acteurs de la vente du livre.

Il est important pour nous que la décision de l'Arcep accompagne la volonté du législateur qui est de faire entrer la librairie indépendante dans le commerce internet avec des conditions de concurrence les plus équitables possible.